



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CENTRE-VAL DE LOIRE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°R24-2017-155

PUBLIÉ LE 16 JUIN 2017

Sommaire

DRAAF Centre-Val de Loire

R24-2017-06-15-001 - Arrêté relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles M. Didier FOUCAULT (28). (2 pages)

Page 3

DREAL Centre-Val de Loire

R24-2017-06-06-008 - Arrêté portant délégation de compétence sur la mise en œuvre de la signalisation d'animation culturelle et touristique sur l'autoroute A20 en région Centre-Val de Loire (2 pages)

Page 6

Préfecture de zone de défense et de sécurité Ouest

R24-2017-06-01-009 - ARRETE portant délégation de signature en matière de certification de service fait (2 pages)

Page 9

DRAAF Centre-Val de Loire

R24-2017-06-15-001

Arrêté relatif au contrôle des structures des exploitations
agricoles

M. Didier FOUCAULT (28).

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES D'EURE-ET-LOIR**

**ARRÊTÉ
relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles**

LE PRÉFET DE LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE
Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.331-1 à L.331-12 et R.331-1 à R.331-7 ;

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations et au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

Vu l'arrêté préfectoral régional n° 16-137 du 27 juin 2016, entrant en vigueur le 1^{er} juillet 2016, portant schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de la région Centre-Val de Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014078-0003 du 19 mars 2014 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture (C.D.O.A.) du département d'Eure-et-Loir ;

Vu l'arrêté préfectoral régional n° 16-267 du 17 novembre 2016 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Roch GAILLET, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Centre-Val de Loire ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 2016 portant subdélégation de signature du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Centre-Val de Loire ;

Vu la demande d'autorisation préalable d'exploiter complète en date du 08 mars 2017

- enregistrée le : 08 mars 2017

- présentée par : Monsieur FOUCAULT Didier

- demeurant : ZA LA GOGUERIE – Zone Industrielle – 28330 AUTHON DU PERCHE

- exploitant : Installation sur 110 ha 33 a 33

en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une surface de 110 ha 33 a 33 correspondant aux parcelles cadastrales suivantes :

- commune de : CHARBONNIERE

- références cadastrales : YA04, YA06, ZY10, ZY107, ZY109, ZY11, ZY13, ZY16, ZY40, ZY41, ZY45, ZY47, ZY48, ZY08, ZY129, ZH20, ZI11, ZK21, ZI48, ZI58, ZY02, ZY108, ZY125 ;

Considérant la nécessité d'étudier l'ensemble des demandes concurrentes relatives à la reprise partielle de ces parcelles et de les soumettre à l'avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture (CDOA) ;

Sur la proposition du directeur départemental des territoires d'Eure-et-Loir,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, le délai de 4 mois dont dispose l'autorité administrative pour statuer sur la demande d'autorisation préalable d'exploiter déposée par le demandeur est prolongé jusqu'à 6 mois, à compter de la date d'enregistrement du dossier.

Article 2 : Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le(s) point(s) sur le(s)quel(s) porte votre contestation :

- par **recours gracieux** auprès de l'auteur de la décision ou **hiérarchique** adressé au Ministre en charge de l'agriculture.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal administratif d'Orléans dans les deux mois suivants ;

- par **recours contentieux** devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

Article 3 : Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des territoires d'Eure-et-Loir et le maire de CHARBONNIERE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le 15 juin 2017
Pour le préfet de la région Centre-Val de Loire
et par délégation
du directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt
L'adjoint au chef du service régional
de l'économie agricole et rurale
signé : Bruno CAPDEVILLE

DREAL Centre-Val de Loire

R24-2017-06-06-008

Arrêté portant délégation de compétence sur la mise en œuvre de la signalisation d'animation culturelle et touristique sur l'autoroute A20 en région Centre-Val de Loire

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
CENTRE-VAL DE LOIRE**

Arrêté du 06 juin 2017

**Arrêté portant délégation de compétence sur la mise en œuvre de la signalisation d'animation
culturelle et touristique sur l'autoroute A20 en région Centre-Val de Loire**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE
PRÉFET DU LOIRET**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Route et notamment ses articles L411-6, R110-2, R411-25 ;

Vu le code de la Voirie Routière ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Nacer MEDDAH, Préfet de la région Centre-Val de Loire, Préfet du Loiret ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination de Monsieur Seymour MORSY en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 13 août 1977 modifiée ;

Vu la circulaire du 4 avril 202 relative à la déconcentration des décisions concernant la signalisation d'animation culturelle et touristique sur les voies à caractéristiques autoroutières ou assimilées ;

Sur proposition du Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire ;

ARRETE

Article 1

La compétence dévolue au préfet de la région Centre-Val de Loire sur la mise en œuvre de la signalisation d'animation culturelle et touristique sur l'autoroute A20 dans les départements de l'Indre et du Cher est déléguée au Préfet de l'Indre.

Article 2

Le Préfet de l'Indre est chargé de prendre toute décision afférente à la révision du schéma directeur d'animation culturelle et touristique sur l'autoroute A20 dans les départements de l'Indre et du Cher.

Article 3

Le préfet de l'Indre et le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la région Centre-Val de Loire et de la préfecture de l'Indre, et dont ampliation sera adressée à la Préfète du Cher.

Le Préfet de région
Signé : Nacer MEDDAH

Préfecture de zone de défense et de sécurité Ouest

R24-2017-06-01-009

ARRETE portant délégation de signature en
matière de certification de service fait

PREFECTURE DE ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE OUEST
SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION
DU MINISTERE DE L'INTERIEUR
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION
GENERALE ET DES FINANCES
BUREAU ZONALE DE L'EXECUTION
DES DEPENSES ET DES RECETTES

ARRETE
portant délégation de signature en
matière de certification de service fait

Vu l'arrêté préfectoral n° 14-96 du 22 juillet 2014 portant organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense et de sécurité Ouest ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 17-200 du 29 mai 2017 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick DALLENNES, préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de zone et de sécurité Ouest et notamment son article 14 ;

DECIDE

Délégation est donnée à l'effet de certifier le service fait aux agents placés sous l'autorité du chef du bureau zonal de l'exécution des dépenses et des recettes du SGAMI Ouest désignés ci-après :

- | | |
|--------------------------------------|---------------------------------------|
| 1 - AHMED ABOUBACAR Faouzia | 24 - CARO Didier |
| 2 - AUFFRET Sophie | 25 - CATOUILLARD Frédéric |
| 3 - AVELINE Cyril | 26 - CHAMAILLARD Eric |
| 4 - BENETEAU Olivier | 27 - CHENAYE Christelle |
| 5 - BENOIT Audrey | 28 - CHERRIER Isabelle |
| 6 - BENTAYEB Ghislaine | 29 - CHEVALLIER Jean-Michel |
| 7 - BERNABE Olivier | 30 - CHOCTEAU Michaël |
| 8 - BERNARDIN Delphine | 31 - COISY Edwige |
| 9 - BESNARD Rozenn | 32 - CORPET Valérie |
| 10 - BIDAL Gérald | 33 - CORREA Sabrina |
| 11 - BIDAULT Stéphanie | 34 - COUET Marlène |
| 12 - BOTREL Florence | 35 - COURTEL Nathalie |
| 13 - BOUCHERON Rémi | 36 - CRESPIN (LEFORT) Laurence |
| 14 - BOUEXEL Nathalie | 37 - DAGANAUD Olivier |
| 15 - BOULIGAND (JUTEL) Sylvie | 38 - DEPRAETERE Nadège |
| 16 - BOUTROS Annie | 39 - DISSERBO Mélinda |
| 17 - BOUVIER Laëtitia | 40 - DO-NASCIMENTO Fabienne |
| 18 - BREUST Natacha | 41 - DOREE Marlène |
| 19 - BRUEZIERE Angélique | 42 - DUCROS Yannick |
| 20 - CADEC Ronan | 43 - DUMUZOIS Philippe |
| 21 - CAIGNET Guillaume | 44 - DUPRET Brigitte |
| 22 - CALVEZ Corinne | 45 - DUPUY Véronique |
| 23 - CAMALY Eliane | 46 - ECRAN Nicole |

- 47 - **EVEN** Franck
48 - **FAUCON** Stéphane
49 - **FAUVEL** Freddie
50 - **FOURNIER** Christelle
51 - **FUMAT** David
52 - **GAC** Valérie
53 - **GAUTIER** Pascal
54 - **GERARD** Benjamin
55 - **GIRAULT** Cécile
56 - **GIRAULT** Sébastien
57 - **GODAN** Jean-Louis
58 - **GUENEUGUES** Marie-Anne
59 - **GUERIN** Jean-Michel
60 - **GUILLOU** Olivier
61 - **HACHEMI** Claudine
62 - **HASSANI** Mireille
63 - **HELSENS** Bernard
64 - **HERY** Jeannine
65 - **HOCHET** Isabelle
66 - **KERAMBRUN** Laure
67 - **KERLOC'H** Sandra
68 - **KEROUASSE** Philippe
69 - **LANCELOT** Kristell
70 - **LAPOUSSINIÈRE** Agathe
71 - **LE BRETON** Alain
72 - **LE HELLEY** Eric
73 - **LE LOUER** Anita
74 - **LE ROUX** Marie-Annick
75 - **LEFAUX** Myriam
76 - **LEGROS** Line
77 - **LEJAS** Anne-Lyne
78 - **LEROUX** Valentin
79 - **LEROY** Stéphanie
80 - **LODS** Fauzia
81 - **LY** My
82 - **MANGO** Nathalie
83 - **MARSAULT** Hélène
84 - **MAY** Emmanuel
85 - **MENARD** Marie
86 - **MONNIER** Priscilla
87 - **MONTAGNE** Joël
88 - **NICOLAS** Fabienne
89 - **NJEM** Noémie
90 - **ORMOND** Françoise
91 - **PAIS** Régine
92 - **PAISTEL** Marie-Françoise
93 - **PELLIEUX** Aurélie
94 - **PERNY** Sylvie
95 - **PESEL** Anne-Gaëlle
96 - **PIETTE** Laurence
97 - **POIRIER** Michel
98 - **POMMIER** Loïc
99 - **PRODHOMME** Christine
100 - **RAHIER (LEGENDRE)** Laëtitia
101 - **REPESSE** Claire
102 - **REXACH** Catherine
103 - **RICE** Frédéric
104 - **RONGA** Nathalie
105 - **ROUX** Philippe
106 - **SADOT** Céline
107 - **SALAUN** Emmanuelle
108 - **SANNIER** Ninon
109 - **SCHMITT** Julien
110 - **SINOQUET** Annie
111 - **SOUFFOY** Colette
112 - **TOUCHARD** Véronique
113 - **TRAULLE** Fabienne
114 - **TRILLARD** Odile
115 - **VETIER** Josiane
116 - **VICENTE-MATTIO** Anabelle
117 - **VIERRON** Cécile
118 - **VILLAR** Agnès

La décision établie le 01 mars 2017 est abrogée.

Fait à Rennes, le 1^{er} juin 2017
Pour le Préfet délégué pour la défense et la sécurité
et par délégation, la secrétaire générale adjointe
signée : Delphine BALSÀ